



LES ASSOCIATIONS DANS LE SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

Date de publication : Septembre 2023

Rédacteur : Laurence LECHOLON, enseignante de STMS de l'académie de Montpellier

Les associations constituent un ensemble hétérogène développé massivement. Elles se sont imposées et perdurent dans des secteurs relevant initialement de l'intervention publique. Elles œuvrent notamment dans un vaste champ sanitaire et social (animation, démocratie sanitaire, développement social, enfance, handicap, hébergement, humanitaire, insertion, pauvreté, perte d'autonomie, prévention, protection de l'enfance, réseaux de santé, santé, santé mentale, etc). Elles interviennent auprès de différents publics (adultes en difficulté, enfants, familles, femmes victimes de violence, jeunes, patients, militants, personnes en situation de handicap, sortant de prison, personnes âgées, réfugiés, usagers du système de santé...) via des bénévoles et des professionnels.

Les défis démographiques, économiques, sociaux ont généré une forte progression du secteur sans but lucratif, les réponses associatives, en coopération avec les pouvoirs publics, étant particulièrement adaptées (proximité, diversité, flexibilité). Elles sont aujourd'hui majoritaires parmi les structures gestionnaires avec la mise en œuvre d'activités relevant de missions de service public.

Le cadre réglementaire tient compte de ce paysage institutionnel où coexistent acteurs décisionnaires et pilotes et acteurs opérationnels publics/privés. Il prévoit les modalités d'articulation et de régulation (agrément, appels d'offre, autorisations d'ouverture, contrôles, conventions, délégation de service public, financements, procédures d'habilitation, subventions) entre les institutions publiques et les structures privées

A la fois quantitative et qualitative, l'offre associative est un objet d'étude intéressant pour aborder certains points des programmes et référentiels dans les filières sanitaires et sociales. Le présent dossier s'intéresse aux ressources disponibles concernant les associations. Les ressources sont présentées pour un usage en enseignement optionnel de santé et de social de la classe de seconde générale et technologique, la série ST2S ainsi que le BTS SP3S, BTS ESF et DECESF.

La forme des ressources est indiquée par différents symboles :



Article en ligne



Article de périodique



Rapport, dossier



Site



Podcast



Vidéo



Ouvrage



Brochure



Diaporama



Infographie

SOMMAIRE

| | |
|---|------|
| 1. LE SECTEUR SANS BUT LUCRATIF | p.4 |
| 1.1. L'économie sociale et solidaire | p.4 |
| 1.2. Les fondations et ONG | p.5 |
| 1.3. Les associations | p.6 |
| 1.3.1. Loi 1901 | p.6 |
| 1.3.2. Financements | p.7 |
| 1.3.3. Du bénévolat à la professionnalisation : quelles ressources humaines ? | p.8 |
| 1.3.4. Gouvernance et liens avec les pouvoirs publics | p.11 |
| 2. SOCIOLOGIE DES ASSOCIATIONS | p.12 |
| 2.1. Panorama et données statistiques | p.12 |
| 2.2. Les fédérations et réseaux associatifs | p.14 |
| 2.3. Évolutions | p.14 |
| 2.3.1. Évolutions législatives | p.14 |
| 2.3.2. Évolutions liées à la Covid 19 | p.15 |
| 3. LES ASSOCIATIONS DANS LE MONDE SANITAIRE | p.15 |
| 3.1. Démocratie sanitaire | p.15 |
| 3.1.1. Associations d'usagers du système de santé | p.15 |
| 3.1.2. Exemples d'associations de patients | p.18 |
| 3.2. Associations gestionnaires de services et d'établissements de soins | p.20 |
| 3.3. Associations humanitaires | p.21 |
| 4. LES ASSOCIATIONS D'ACTION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE | p.22 |
| 4.1. Approche globale | p.22 |
| 4.2. Associations d'aide alimentaire et de lutte contre l'exclusion | p.24 |
| 4.3. Associations œuvrant pour la protection de l'enfance et la famille | p.25 |
| 4.4. Associations intervenant dans le champ du handicap | p.26 |
| 4.5. Associations d'aides à domicile et de prise en charge du grand âge | p.27 |
| 4.6. Milieu rural, milieu urbain et lien social | p.28 |

1. LE SECTEUR SANS BUT LUCRATIF

Le secteur sans but lucratif désigne de nombreuses formes d'organisations (associations, coopératives, fondations, mutuelles, organisations non gouvernementales, syndicats). Elles ont pour point commun de ne pas viser le partage des bénéfices entre les membres qui les composent.

1.1. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est une catégorie politico-administrative qui rassemble une diversité de mouvements dont les valeurs sont hétérogènes (mutualiste, coopérative, républicaine, citoyenne). La reconnaissance juridique de l'ESS, notamment depuis la loi du 31 juillet 2014, a mis en place de nouveaux financements, en particulier pour les associations. Elle conforte aux structures de l'ESS un rôle d'opérateurs de politiques publiques qui leur est assigné par l'État et elle leur confère un rôle d'acteur principal de l'innovation sociale.



RODET Diane. [L'économie sociale et solidaire : une réalité composite issue d'histoires plurielles](#). *Informations sociales*, 2019/1, n° 199, pp. 14-25.

Note de consultation : L'article permet de distinguer les associations, les coopératives et les mutuelles.



URIOPSS ARA (Auvergne-Rhône-Alpes). [Les essentiels - Quelle place pour les associations sanitaires et sociales ?](#) YouTube, juillet 2012, 21'16.

Note de consultation : Cette vidéo s'articule autour de trois questions : qu'est-ce que l'économie sociale et solidaire ? Quelle est la place des associations en France ? Quelle est la place des associations sanitaires et sociales dans l'ensemble de cet environnement ? Elle définit notamment l'économie sociale, présente les formes juridiques de l'économie sociale (associations, mutuelles, coopératives), revient sur les éléments historiques de son émergence. Elle présente l'économie solidaire (formes juridiques, objectifs) et l'origine du regroupement de ces deux économies.



CHANIAL Philippe, LAVILLE Jean-Louis. [L'économie solidaire : une question politique](#). *Mouvements*, 2002/1, n°19, pp. 11-20.

Note de lecture : L'article s'articule autour de deux thèmes principaux : la solidarité (philanthropique et démocratique) et les évolutions.



LAVILLE Jean-Louis. [L'économie sociale et solidaire : pour une sociologie des émergences](#). *Informations sociales*, 2019/1, n° 199, pp. 52-60.

Résumé : « L'économie sociale et solidaire (ESS) n'aurait aucun intérêt si elle était un secteur marginal. À partir du constat selon lequel elle est aujourd'hui présente sur tous les continents, le texte se concentre sur ses enjeux épistémologiques et théoriques. Le dialogue Nord-Sud permet de l'appréhender comme un moyen de transition social, écologique et démocratique. Dans cette perspective, il est possible de dépasser la vision conformiste traditionnelle de l'ESS comme un sous-secteur public, si répandue en France, et de la considérer comme une force de changement. »

5

Exploitation pédagogique envisageable

Diplôme d'Etat Conseiller en Economie Sociale Familiale

Domaine de formation 4 : Dynamiques interinstitutionnelles, partenariats et réseaux

Compétence C4.1 : Développer des actions en partenariat, en réseau et participer à la dynamique institutionnelle

Unités de formation : Territoire et engagement social, environnemental et solidaire

Contenu : Economie sociale et solidaire

Ces ressources permettent de traiter les aspects théoriques du paysage institutionnel de l'intervention sociale et de situer, dans celui-ci, l'économie sociale et solidaire.

1.2. LES FONDATIONS ET ONG



[Fondation de France](#).

Note de consultation : Le site comporte plusieurs rubriques (missions, réseau, actions, temps forts). La [Foire aux Questions](#) traite d'éléments pratiques et méthodologiques.

Extraits de la FAQ : « Quelle est la différence entre une association et une fondation ?

Une fondation est un organisme de mécénat créé par un ou plusieurs donateurs, issus du secteur privé, au service d'une cause d'intérêt général et à but non lucratif. Ainsi, la fondation agit pour des bénéficiaires en mettant à disposition des biens, des droits et des ressources pour la réalisation d'un projet d'utilité publique.

[...]

Une association est un regroupement de personnes autour d'un projet commun, ou partageant des activités, centres d'intérêt, sans but lucratif. Une association, contrairement à une fondation, n'œuvre pas nécessairement pour une cause relevant de l'intérêt général. Ces deux entités se distinguent également par leurs statuts juridique et fiscal et leurs modalités de gouvernance. En effet, la création d'une association n'est pas soumise à un apport financier initial. Aussi, les décisions sont prises par vote démocratique lors des assemblées générales de l'association. »



POIDEVIN Blandine. [ONG et associations](#). Jurisexpert, 29 septembre 2011.

Note de consultation : L'article précise qu'il n'existe aucune définition juridique claire, ni en droit français, ni en droit international, de la notion d'ONG et qu'en France, les ONG sont créées soit sous le statut d'association, soit sous celui de fondation. Il se compose de deux parties relatives au statut associatif et au statut de fondation.

6

Exploitation pédagogique envisageable

BTS ESF

Bloc de compétences 5 : Participer à la dynamique institutionnelle et partenariale

Compétence C.5.1 : Respecter les logiques institutionnelles et les stratégies organisationnelles

Savoirs associés : Cadre juridique et acteurs

Ces documents permettent de traiter d'un point de vue théorique des cadres d'intervention professionnels que peuvent être les ONG et Fondations.

1.3. LES ASSOCIATIONS

Les associations françaises sont diverses par leur taille, par les populations qu'elles servent, par leurs ressources, leurs références idéologiques, leur gouvernance, leur rôle de défense et de plaidoyer, voire leur influence politique. Leur grand nombre et leur petite taille, le fait que la plupart ne vivent que grâce aux bénévoles crée un maillage territorial dense, source de cohésion sociale. Relevant d'initiatives privées, elles remplissent une fonction démocratique de médiation en exprimant les besoins des populations qu'elles représentent et en portant leurs problématiques au niveau des pouvoirs publics.

1.3.1. La loi 1901



URIOPSS ARA (Auvergne-Rhône-Alpes). [Les essentiels : Le régime juridique des associations](#).

YouTube, juin 2018, 18'25.

Résumé : Le Directeur-adjoint de l'URIOPS Auvergne-Rhône-Alpes présente les enjeux et les positionnements stratégiques des associations, le projet associatif, le régime juridique des associations et les spécificités financières et comptables de l'association.



Legal Place. [Association loi 1901 : tout savoir en quelques minutes](#). YouTube, avril 2020, 11'12.

Plan de la vidéo : 00:00 - Introduction 00:33 - Définition 01:10 - Les coûts relatifs 01:32 - Le régime juridique 04:47 - Comment rédiger les statuts 06:35 - Le règlement intérieur 08:17 - Le fonctionnement d'une association loi 1901 09:20 - Le régime fiscal

Résumé : Vidéo de présentation des caractéristiques d'une association loi 1901.



La ligue de l'enseignement de Côte d'Or. [Comprendre le fonctionnement d'une association en 3 minutes](#). YouTube, novembre 2020, 3'02.

Note de lecture : Cette vidéo propose une présentation rapide du fonctionnement "classique" d'une association (rôle de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du bureau).

7



GONZALEZ Lysia. [L'association : notice complète 2023](#). Legalstart, 06 mars 2023

Note de lecture : L'article répond aux questions suivantes : Qu'est-ce qu'une association ? Qui sont les acteurs du monde associatif ? Quelles sont les différentes formes d'association ? Quels sont les types d'association possibles ? Comment créer une association ? Comment financer une association ? Comment modifier une association ? Comment dissoudre une association ?

Exploitation pédagogique envisageable

BTS SP3S

Bloc de compétences 2 : Participer aux projets en lien avec les activités de la structure et à la démarche qualité en vue d'améliorer le service rendu

Compétence C.2.1 : Concevoir et mettre en œuvre une démarche de projet

Savoirs associés : Démarche d'étude

Ces documents permettent de travailler la démarche d'étude à partir d'élément de contexte institutionnel lié à une structure (statut).

1.3.2. Financements



FLORY Jean-Claude. [Association, réglementation, utilité publique, intérêt général, distinction, conséquences](#). Question publiée au JO le 19/02/2008 (p.1338), Réponse publiée au JO le 15/07/2008 (p.6174).

Note de consultation : Le texte présente le principe de la reconnaissance d'utilité publique pour les associations.



Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. [Qu'est-ce qu'une association reconnue d'intérêt général ?](#)

Note de lecture : L'article présente la définition et les avantages des associations reconnues d'intérêt général ; les démarches effectuées et les textes réglementaires.



MAIF. [Intérêt général et utilité publique](#). Avril 2023

Note de consultation : L'article distingue mission d'intérêt général et reconnaissance d'utilité publique en 5 parties : L'intérêt général républicain ; Une affaire de fisc ; Procédure de rescrit fiscal ; La reconnaissance d'utilité publique ; Utilité sociale.

8

1.3.3. Du bénévolat à la professionnalisation : quelles ressources humaines ?

Le fonctionnement associatif repose sur l'intervention de bénévoles (qui composent à minima le conseil d'administration) et de professionnels. La place et les compétences de chacun ont fait l'objet d'études, les ressources disponibles en ligne à partir des années 2000 témoignent d'une tendance générale à la professionnalisation du secteur.



MALET Jacques, BAZIN Cécile. [Donner du temps pour les autres mais aussi pour soi](#). *Gérontologie et société*, 2011/3, vol. 34, n° 138, pp. 165-180.

Résumé : « Aujourd'hui, quatre millions de Français de plus de 60 ans sont engagés bénévolement dans une association, voire dans plusieurs. Si l'on élargit l'observation aux autres sphères du bénévolat (dans les écoles, les mairies, les églises, les syndicats ou les partis politiques...), ils sont environ 6,7 millions : soit près d'un Français sur deux âgés de plus de 60 ans ! Soucieuses de jouer un rôle citoyen, utiles aux autres, ces personnes engagées produisent du lien social, en même temps qu'elles donnent un sens à leur vie, trouvent un meilleur équilibre personnel, et peut-être même, selon de récentes études, une meilleure santé. Une belle convergence voit ainsi le jour entre une plus grande disponibilité, des volontés altruistes fortes, le souhait d'entretenir son propre épanouissement personnel et les attentes croissantes de la société telles que le soutien aux personnes les plus fragiles, la formation des jeunes, leur accompagnement dans des activités sportives, culturelles ou de loisirs... L'enjeu est fort au plan individuel comme au plan collectif. Il mérite que les pouvoirs publics et les partenaires sociaux le prennent en compte pour accompagner chacun dans cette étape de la vie. »



LAVILLE Jean-Louis. [L'association comme lien social](#). *Connexions*, 2002/1, n°77, pp. 43-54.

Note de lecture : L'article interroge la crise du bénévolat ce qui est paradoxale dans la mesure où le secteur associatif est dynamique. L'auteur part de la question de Tocqueville, « S'associer, pourquoi ? », et examine les hypothèses explicatives sur les raisons d'être des associations qui émanent des sciences sociales (économie, sociologie, sciences politiques).



HUET Jean-Michel, SIMON Adeline. [Pouvoir et légitimité dans les associations](#). *L'Expansion Management Review*, 2007/2, N° 125, pp. 6-8.

Résumé : « *Soumises à des contraintes qui les rapprochent des entreprises, les associations gardent des spécificités qui influent sur leur management.* »

Note de consultation : L'article est composé de 5 parties : les spécificités fondamentales des associations, la question de l'éthique et de la pérennité, le jeu d'équilibre entre bénévoles et salariés, la légitimité et les formes d'autorité et les pistes pour améliorer le management associatif.



FRANCOIS Yolande. [La professionnalisation des associations par les pratiques de gestion des compétences des acteurs associatifs produit-elle un processus de changement organisationnel ?](#) *Recherches en Sciences de Gestion*, 2015/1, N° 106, pp. 113-133.

Résumé : « *Cet article porte sur la professionnalisation des associations par l'identification des modes de gestion des compétences des acteurs associatifs. La question est de savoir si la professionnalisation de l'association peut entraîner une modification de la structure associative vers un système pouvant être rapproché à une pratique privée d'organisation similaire. Ces associations arrivent-elles alors à atteindre ou non un certain degré d'organisation et de structuration jugé professionnel ?* »



EYNAUD Philippe, MOUREY Damien [Professionnalisation et identité des associations du secteur social : chronique d'une mort annoncée ?](#) *Politiques & management public*, Vol 29/4, 2012, pp. 671-693.

Résumé : « *La demande des acteurs publics vis-à-vis des associations s'est orientée vers plus de transparence avec pour corollaire le développement de dispositifs de gestion spécifiques supposés renforcer la capacité d'évaluation des bailleurs de fonds. Dans le même temps, la part des financements globaux de fonctionnement a fortement diminué au profit de financements accordés sur la base d'activités spécifiques conduites par les associations. Il en découle l'obligation pour les associations de développer une expertise plus grande dans le montage de dossiers de financement dont le nombre et la technicité augmentent. Les résultats de cette recherche montrent la non-pertinence du seul modèle d'entreprise pour penser la professionnalisation d'une association du secteur social. L'observation d'une situation de crise dans une association soumise à une pression financière met à jour une création de sens qui s'articule autour de deux postures : le simple habillage de la relation aux financeurs (en jouant éventuellement sur les contradictions entre les discours nationaux et les pratiques locales des responsables de l'instruction des dossiers), et la recréation de marges de manœuvre par l'exploration de nouvelles pistes de financement. Ces deux postures renvoient à des visions différentes de l'identité des associations et supposent des fondements différents de l'action collective.* »



LEGROS Patrick. [Les associations d'action sociale à l'heure du management](#). *Les Politiques Sociales*, 2013/2, n° 3-4), pp. 47-58.

Résumé : « La professionnalisation a pour effet de transformer l'association en « entreprise associative ». Ce phénomène pose la question des modes de management et des pratiques d'encadrement à l'œuvre dans les associations. Ce texte, qui concerne précisément les associations d'action sociale en France, montre qu'elles sont aujourd'hui orientées par les pouvoirs publics vers un management où prévaut l'efficacité productive. Le management informel qui caractérisait auparavant l'encadrement associatif ne représente pas pour autant un « âge d'or » auquel il faudrait encore se référer ; d'où l'enjeu de rechercher de nouvelles marges de manœuvre entre logiques gestionnaires et spécificités associatives. Dans cette perspective, les formations au management méritent sans doute d'être repensées pour valoriser beaucoup plus les savoirs mis en œuvre par les encadrants dans leurs pratiques. »



ROUSSEL Erick. [Promouvoir l'économie solidaire et une autre approche de la richesse. Le bénévolat en pays Cœur de Flandre et pays de Rennes](#). *Marché et organisations*, 2008/2, N° 7, pp. 61-77.

Note de consultation : L'article comporte une partie sur les enjeux du bénévolat (définition et mesure, la question du don de temps et de la réciprocité, les ambiguïtés). Il présente également les résultats d'une enquête sur le bénévolat (les pratiques, les intérêts et les difficultés de la mesure du bénévolat, les liens avec les politiques publiques et la notion de facteur et d'indicateur de richesse solidaire).



LOCHARD Yves, TRENTA Arnaud, VEZINAT Nadège. [Quelle professionnalisation pour le monde associatif ? Entretien avec Matthieu Hély](#). *La vie des idées*, Collège de France, 25 novembre 2011.

Introduction de l'article : « Le sociologue Matthieu Hély revient sur les évolutions récentes d'un monde associatif aujourd'hui ouvertement conflictuel : montée de la salarisation, de valeurs entrepreneuriales, négociations avec l'État – et nous explique comment les associations sont devenues indispensables aux politiques publiques. »



UGHETTO Pascal. [Le bénévolat, miroir du travail](#). *La vie des idées*, Collège de France, 28 novembre 2011.

Introduction de l'article : « Le bénévole est un travailleur comme les autres. En Amérique comme en France, il veut faire un travail utile, et trouver une position qui n'est pas donnée, et il doit faire avec logiques organisationnelles et techniques managériales. Au centre de ces processus : les significations diverses du terme « professionnalisation ». »



TALPIN Julien. [L'essentiel n'est pas de participer. Engagement associatif et transformation personnelle](#). La vie des idées, Collège de France, 1^{er} décembre 2011

Introduction de l'article : « Aux États-Unis, certaines stratégies d'empowerment des citoyens valorisant des engagements courts, informels et fun, ont conduit à une atonie politique des associations. Accepter le conflit et la formation d'experts est pourtant une condition essentielle si l'engagement associatif doit avoir une action transformatrice dans la société – ce qui demande aussi un plus grand rôle de l'État. »

11

1.3.4. Gouvernance et liens avec les pouvoirs publics



DOR-PESSSEL Véronique. [La gouvernance dans les associations de l'action sociale et médico-sociale de l'ESS : une question d'équilibre](#). Institut ISBL, 19 janvier 2021

Note de consultation : L'article traite de la gouvernance des associations d'action sociale et médico-sociale gestionnaires d'Établissements Sociaux et Médico-sociaux (c'est-à-dire de la manière dont sont conçus l'organisation, l'exercice et la répartition des pouvoirs et des responsabilités). Il est basé sur les expériences professionnelles de l'auteur.



LABIT Anne. [Associations et collectivités territoriales au cœur de la démocratie locale. Le cas de l'Indre](#). *Management & Avenir*, 2010/10, n° 40, pp. 325-339.

Résumé : « La liberté d'association est une caractéristique de nos démocraties modernes. Pour autant, le lien entre association et démocratie tend aujourd'hui à devenir plus ténu, alors que le débat se focalise davantage sur les performances sociales et économiques de ce type d'organisation. En apparaissant comme un important financeur et donneur d'ordre du monde associatif, les collectivités territoriales, en particulier, sont susceptibles d'instrumentaliser les associations et de contribuer à la perte de leur dimension d'expression de la société civile. Nous revenons sur les aspects théoriques du lien qui unit vie associative et régime démocratique, avant d'envisager de façon concrète la teneur de ce lien dans un département rural du Centre de la France. Au-delà des tendances à l'instrumentalisation, on constate la possibilité d'un dialogue équilibré entre collectivités territoriales et associations autour des enjeux du développement local, dans le cadre d'une démocratie participative qui s'élabore progressivement. »



Associations.gouv.fr. [Guid'Asso](#).

Note de consultation : Le réseau Guid'Asso est le fruit d'une convention entre le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et la Caisse nationale des allocations familiales. Il est destiné à accompagner les associations œuvrant pour la cohésion sociale et à soutenir leur fonctionnement.

Exploitation pédagogique envisageable

Diplôme d'Etat Conseiller en Economie Sociale Familiale

Domaine de formation 4 : Dynamiques institutionnelles, partenariats et réseaux

Compétence C4.6 : Inscrire des actions en partenariat et en réseau dans une dynamique territoriale

Unités de formation : Les politiques sociales, organisation et mise en œuvre

Contenu : Articulation entre les acteurs des politiques sociales et médico-sociales

Ces documents sont exploitables à titre d'illustration pour identifier les différents enjeux qui peuvent exister en matière de liens partenariaux.



CAF. [Partenaires](#).

Note de consultation : Le site offre la possibilité de consulter de nombreux projets financés par la CAF. Ils sont classés par thèmes.

Exploitation pédagogique envisageable

BTS ESF

Bloc de compétences 3 : Animer, former dans les domaines de la vie quotidienne

Compétence C3.5 : Participer à l'animation de la vie quotidienne au sein d'une structure, d'un service (convivialité, vivre ensemble)

Savoirs associés : Méthodologie de projet : Elaboration d'un plan d'action

Cette ressource permet de consulter de nombreux projets et ainsi, dans une approche comparative, d'identifier les points communs de la démarche méthodologique.

2. SOCIOLOGIE DES ASSOCIATIONS

Il existe, en France, plus d'un million d'associations. Celles-ci sont régulièrement dénombrées et sont l'objet d'études sociologiques.

2.1. PANORAMA ET DONNÉES STATISTIQUES



INSEE. [Enquête associations](#). 6 juillet 2023.

Résumé : « L'enquête sur la situation des associations a pour objectif de fournir des données statistiques de cadrage sur l'ensemble des associations relevant de la loi 1901 et assimilées et exerçant effectivement une activité, quel que soit le domaine et qu'elles emploient ou non des salariés.

L'objectif est de dénombrer les associations actives par domaine d'activité, d'évaluer le nombre de leurs adhérents, leurs ressources financières et humaines (salariés et bénévoles).

Les thèmes portent sur la caractérisation des activités (principale et éventuellement secondaires) selon une nomenclature autant que faire se peut identique à celle de l'enquête de 2014, les ressources humaines et financières des associations (salariés, volontaires, bénévoles, d'une part ; dons, cotisations, mécénat, financements publics, d'autre part), leurs dépenses (salaires, dépenses courantes ...), leur organisation (appartenance à un réseau, ...) et leur rayon d'intervention.

Sur la population des associations non employeuses, l'objectif prioritaire demeure d'estimer un nombre d'associations actives par domaine d'activité. Le questionnaire des associations non employeuses est élargi, notamment sur l'origine des ressources et sur les charges, en le rapprochant le plus possible du questionnaire adressé aux associations employeuses. Cette demande émane au premier chef du comité de concertation réuni autour de l'enquête. »



HAUTENNE Bruno. [Contribution à une sociologie de l'association](#). *Pensée plurielle*, 2004/1, n°7, pp. 11-16.

Résumé : « Il a fallu les travaux de Michel Crozier à partir du début des années 1960 pour faire connaître dans les pays francophones ce nouveau courant de pensée qu'est la sociologie des organisations, devenue depuis discipline à part entière dans le champ sociologique. Rien de comparable n'a encore jusqu'à ce jour été fait à propos des associations qui sont notamment des structures éminemment représentatives du travail social. »



MALET Jacques. [Les associations, acteurs essentiels du secteur sanitaire et social](#). *Informations sociales*, 2012/4, n° 172, pp. 45-52.

Résumé : « Le secteur associatif occupe une place majeure dans le paysage sanitaire et social en France. Si l'on écarte le secteur public pour observer le seul secteur privé dont font partie les associations, elles représentent jusqu'à 89 % des emplois dans l'action sociale sans hébergement. Si le secteur associatif reste largement majoritaire, et parfois même omniprésent (exemple du handicap), le secteur lucratif a gagné du terrain dans des activités comme l'aide à domicile, la petite enfance ou l'aide aux personnes âgées, notamment sous l'influence du plan Borloo. C'est aussi un secteur touché par le recul de l'emploi depuis ces derniers mois, et particulièrement l'aide à domicile. Le moral des responsables associatifs interrogés en décembre 2011 s'en trouve affecté. »



BAZIN C., DUROS M., BASTIANI B., BEN AYED A., FAURITTE J., MALET J. [La France associative en mouvement](#). Recherches & solidarités 20^{ème} édition, octobre 2022, 44 p.

Note de consultation : Ce rapport d'enquête est préfacé par Roger Sue, sociologue, président du Comité d'experts de R&S. Il comporte 44 pages avec des données chiffrées présentées sous forme de graphiques et des analyses. Il porte sur la dynamique de créations d'associations (avec une approche par objets

associatifs et par territoire), sur les associations actives, sur le bénévolat et le volontariat, sur l'emploi dans les associations et les enjeux économiques afférents, sur la fiscalité et sur les effets de la crise sanitaire sur le monde associatif.

2.2. LES FÉDÉRATIONS ET RÉSEAUX ASSOCIATIFS

 [Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux.](#)

Note de consultation : Le site comporte plusieurs rubriques dont : la présentation générale du réseau Uniopss (origines historiques, statut, implantations géographiques, valeurs, missions, actions, approches) ; l'organisation en commissions et groupes de travail ; les documents institutionnels ; l'action politique ; les publications ; les expérimentations ; les partenaires. Le site permet d'accéder aux pages des URIOPS (déclinaisons régionales).



AYATS Jean-François. [Les grands réseaux associatifs face aux mutations du monde rural.](#) Pour, 2009/2, N° 201, pp. 84-91.

Note de consultation : L'article aborde les conséquences du retrait de l'État dans le financement des associations. Il présente les résultats d'un questionnaire adressé aux fédérations et réseaux associatifs sur ces sujets.

2.3. ÉVOLUTIONS

2.3.1. Évolutions législatives



WIELS Jason. [Les députés votent la simplification de la vie associative à l'unanimité.](#) LCP Assemblée nationale, 24 juin 2021.

Résumé : L'article présente les deux mesures qui assouplissent la gestion juridique et financière des associations.



MARCHEL Raphaël. [Principes républicains : les députés étendent les modalités de dissolution administrative d'associations.](#) LCP Assemblée nationale, 9 février 2021.

Note de consultation : L'article commente l'adoption de l'article 8 du projet de loi "confortant le respect des principes de la République" qui modernise la procédure de dissolution administrative d'une association.



CNIL. [Guide de sensibilisation au RGPD pour les associations](#). Novembre 2021, 25 p.

Présentation du site : « La CNIL a élaboré un guide de sensibilisation au règlement général sur la protection des données (RGPD) pour accompagner les structures associatives dans leur mise en conformité. Il comprend les principales notions à connaître, les grands principes à respecter, et propose un plan d'action adapté. »

15

2.3.2. Évolutions liées à la Covid 19



Le mouvement associatif. [\[Résultats enquête\] Covid-19 : un an après, où en sont les associations ?](#)

Note de consultation : Le Mouvement associatif rassemble 700 000 associations françaises dans différents champs d'activités dont la solidarité internationale, le sanitaire, le social, l'environnement.... Il publie les résultats du troisième volet d'une enquête. Celle-ci présente les impacts de la crise sanitaire sur les associations (10 000 ont contribué à l'enquête). Nouvelle organisation, conséquences sur le bénévolat et sur le déroulement des activités, préoccupations immédiates et nouveaux besoins ont été recensés.

[Replay du webinaire de présentation](#)

[Note d'analyse des résultats](#)

[Présentation synthétique des résultats](#)

[Résultats détaillés](#)

[Résultats par région](#)

[Communiqué de presse](#)

[Infographie sur les chiffres-clés de l'enquête](#)

3. LES ASSOCIATIONS DANS LE DOMAINE SANITAIRE

3.1. DÉMOCRATIE SANITAIRE

3.1.1. Associations d'usagers du système de santé



BRECHAT Pierre-Henri, GROS Jeannette, HAON Michel, JEUNET Odile, MAGNIN-FEYSOT Christian.

[Représentants d'associations d'usagers et Loi « Hôpital, patients, santé et territoires » : enjeux et douze propositions](#). *Santé Publique*, 2010/1, Vol. 22, pp. 131-146.

Résumé : « Depuis 1996, des usagers ont pu être associés à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques nationales, régionales et locales de santé. Malgré cette volonté politique de treize années, cet article interroge la poursuite de cette dynamique dans le cadre du projet de loi « Hôpital, patients, santé et territoires » (HPST).

Cinquante-quatre représentants d'associations d'usagers de la région Franche-Comté se sont réunis les 15 novembre 2008 et 18 avril 2009 pour réaliser un bilan de leurs engagements et faire des propositions d'adaptation du projet de Loi HPST avant sa discussion à l'Assemblée nationale et au Sénat. Pour ces représentants d'associations d'usagers en santé, le bilan est mitigé malgré les investissements depuis 1996 et les réussites. Ils ont parfois le sentiment d'être instrumentalisés dans des établissements de santé,

pensent que leurs possibilités de participation déclinent depuis 2002 et que cela risque d'amoindrir le contre-pouvoir qu'ils assurent à un moment où l'économie peut se substituer à la santé publique et à la démocratie participative. Ce changement de paradigme qui intervient dans un contexte d'inégalités de santé et de crise économique mobilise les représentants d'associations d'usagers. Pour eux, un contre-pouvoir fort des usagers est nécessaire pour un accès équitable à la santé pour tous. Ils font douze propositions, concernant professionnalisation et organisation, tant au niveau territorial que national : référent régional de l'agence régionale de santé, chaire, coordination des travaux de représentants référent par priorité et thématiques transversales. »



Ministère de la santé. [Associations d'usagers du système de santé agréées](#). 7 mars 2023.

Introduction de l'article : « Afin de permettre aux usagers du système de santé de faire valoir leurs droits et de participer à l'élaboration des décisions de santé publique, les lois du 4 mars 2002 et 9 août 2004 relatives aux droits des malades et à la politique de santé publique ont institué, après concertation avec les associations intéressées, un agrément des associations de malades et d'usagers du système de santé. »

Note de consultation : La page propose des liens vers la liste des associations nationales et régionales d'usagers du système de santé agréées, les modalités de dépôt d'une demande d'agrément, les textes législatifs sur la participation des usagers au fonctionnement du système de santé et sur les conditions d'agrément. Il présente les obligations des associations agréées.



Ministère de la santé et de la prévention. [L'agrément des associations de malades et d'usagers du système de santé](#). 11 mars 2019.

Note de consultation : La page s'inscrit dans le cadre de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, modifiée par la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique. Elle donne accès aux éléments relatifs au dispositif d'agrément des associations qui assurent la représentation des personnes malades et des usagers du système de santé (article L. 1114-1 du code de la santé publique):

- la liste des associations agréées
- la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique et les rapports annuels
- le guide pratique sur la mise en oeuvre de l'agrément et la représentation des usagers du système de santé
- les textes réglementaires
- les conventions définissant les conditions d'intervention des « associations de bénévoles » dans les établissements de santé



Haute Autorité de Santé. [3^e rendez-vous de l'engagement des usagers, des personnes accompagnées et des associations](#). YouTube, novembre 2022, 2h08

Résumé : « La HAS a organisé le 22 novembre 2022 le troisième rendez-vous de l'engagement des usagers et personnes accompagnées. Cette conférence en ligne avait pour ambition de mettre en lumière le mouvement de l'engagement des usagers à la HAS et ailleurs. »



Haute Autorité de Santé. [3e rendez-vous de l'engagement des usagers, des personnes accompagnées et des associations. Des principes qui se diffusent](#). 22 novembre 2022, 26 p.

Résumé : La HAS a organisé le 22 novembre 2022 le troisième rendez-vous de l'engagement des usagers et personnes accompagnées. Ce diaporama est le support de présentation utilisé lors de cette rencontre virtuelle. Il présente :

- les instances permettant l'engagement des usagers avec les commissions des usagers et les conseils de la vie sociale (avec un exemple au sein d'un groupe d'établissement sanitaire et médico-social en Bretagne)
- le guide de la participation des usagers du système sanitaire, social et médico-social et de leurs associations aux travaux de la HAS
- les modalités de participation des personnes concernées à la rédaction des guides de bonnes pratiques, aux travaux de la DiQASM notamment



Ligue des Usagers des Services de Santé. [Webinaire : partenariats entre les professionnels de la santé et les associations de patients](#). YouTube, octobre 2022, 1h15.

Note de consultation : Webinaire consacré aux partenariats entre les professionnels de la santé et les associations de patients et de proches.



CHAROUD Mary. [L'engagement des associations de patients atteints de maladies chroniques. Du « savoir patient » aux stratégies de communication](#). *Politiques de communication*, 2017/2, N° 9, pp. 37-62.

Résumé : « L'action des associations de patients montre que les patients dits « actifs » ont un rôle à jouer dans leur expérience de la maladie. Le « savoir patient » s'inscrit dans cette volonté des patients de développer leur propre savoir sur la maladie et son vécu. Ce savoir spécifique vient compléter le savoir médical et scientifique autour de maladies encore incurables. Il s'agit pour les patients de vivre au mieux avec la maladie et de développer des stratégies de communication qui impliquent des compétences spécifiques et la production d'informations spécialisées sur la maladie. »

Note de consultation : Le document est divisé en 6 parties relatives :

- à la maladie comme point de départ aux actions des associations de patients, « le patient gestionnaire »
- à la maladie comme « objet politique », le patient « sujet de droit »
- à la maladie comme une « expérience de vie » pour les patients

- au savoir patient : un savoir stratégique adossé à des compétences communicationnelles
- aux « compétences communicationnelles » des associations de patients : un objectif de rassemblement et de complexification de la prise en charge des maladies chroniques
- à la professionnalisation du « patient expert »

3.1.2. Exemples d'associations de patients



IMAGYN Asso (Initiative de Malades Atteints de cancers GYNécologiques). [Le rôle des associations de patients](#). YouTube, janvier 2022, 3'29.

Note de visionnage : Vidéo de présentation des associations de patients (émergence, impact lié à l'épidémie du Sida dans les années 80, rôles actuels des associations dans l'élaboration des politiques de santé au niveau national, régional ou local, dans la recherche, dans la défense des droits des malades et la démocratie sanitaire).




COLINET Séverine. [Associations d'usagers et sclérose en plaques : impact du néolibéralisme en France sur les trajectoires de vie des patients](#). *Santé Publique*, 2018/1, Vol. 30, pp. 25-33.

Résumé : « La sclérose en plaques est une maladie neurologique qui entraîne une limitation des performances corporelles. Ses impacts sur la vie sociale et professionnelle des personnes atteintes sont majeurs car, les symptômes restant souvent invisibles, les incapacités du malade suscitent l'incompréhension dans une société marquée par le dogme néolibéral de la performance. L'engagement associatif constitue alors fréquemment pour les malades un support à leur trajectoire. L'objectif de cette recherche était d'identifier comment se manifestent les principes du néolibéralisme dans les discours des sujets atteints de sclérose en plaques, de comprendre les effets induits par l'intégration du néolibéralisme, et de préciser le rôle joué par l'engagement associatif dans les trajectoires de vie. Il s'agissait d'une étude qualitative : 30 entretiens individuels et quatre entretiens collectifs ont été réalisés avec des patients, ainsi que 23 observations de réunions et de groupes de réflexion d'associations de patients. Dix personnes rencontrées en entretien ont par ailleurs rédigé un mini-journal ayant pour objet une restitution quotidienne de leur action associative. Les données ont été analysées thématiquement, indépendamment dans un premier temps, de manière croisée ensuite. Le Logiciel AtlasTi a été utilisé. L'association constitue sous deux formes, pratique et idéologique, une illustration de la résistance au néolibéralisme, notamment au travers des prises de responsabilités individuelles et collectives. Toutefois, elle recrée dans une certaine mesure des espaces de performance. Sur le plan pratique, cette recherche vient réaffirmer la nécessité de créer des activités collectives pour accompagner les sujets atteints de maladie chronique. »

 [France Assos Santé.](#)

Note de consultation : France Assos Santé est l'Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé. Le site présente l'association et son organisation et met à disposition les publications (fiches pratiques, guides et dépliants). Il permet d'accéder, via un moteur de recherche à des nombreuses actions de prévention mises en œuvre et donne accès à tous les articles du magazines 66 millions d'Impatients.

 Ligue des Usagers des Services de Santé. [L'essence du collectif - au cœur des associations de patients et de proches.](#) YouTube, septembre 2022, 16'21.

Résumé : « *Même si chaque histoire est unique, les parcours d'Amandine, Mireille et Cécile ont une similitude : comme des milliers de personnes en Belgique, leur « pathologie » les a amenées à croiser le chemin d'une association de patients. L'essence du collectif : au cœur des associations de patients et de proches vous invite à suivre le parcours de ces trois personnes. Qu'il s'agisse de découvrir, de s'investir ou d'agir, le vécu de chacune des protagonistes vous fera prendre conscience du rôle qu'ont les associations de patients et proches au quotidien.* »


 France Inter [Un an auprès des alcooliques Anonymes.](#) *Interception*, 18 octobre 2020, 46'.

Note d'écoute : L'association Alcooliques Anonymes a fêté en 2020 ses 60 ans d'existence en France. A l'occasion de cet anniversaire, France Inter a suivi les réunions et livre des témoignages.

 Patients en réseau. [Découvrez l'association Patients en Réseau – Mon Réseau Cancer.](#) YouTube, février 2022, 6'42.

Note de consultation : Présentation de l'association Patients en réseau, son histoire, les patients et les bénévoles qui la font vivre, l'esprit dans lequel les réseaux sociaux privés, dédiés aux malades et aux proches, de sont développés.

 [Mon réseau cancer du sein](#)

 [Mon réseau cancer du poumon](#)

 [Mon réseau cancer gynéco](#)

 [Mon réseau cancer colorectal](#)

Note de consultation : Ces réseaux sociaux ont été développés par l'association "Patients en Réseau" et sont dédiés aux personnes malades et à leurs proches, quel que soit leur lieu de vie et l'étape dans la maladie. Disponible en applications mobiles ou en sites internet, ils permettent d'informer, d'échanger, de retrouver des ressources utiles et des événements.

Exploitations pédagogiques envisageables

Terminale ST2S – Pôle thématique

Module « Politiques, dispositifs de santé publique et d'action sociale » : Quelles politiques et quels dispositifs de santé publique pour répondre aux besoins de santé ?

Contenu : Politique de santé et gouvernance du système de santé : Élaboration de la politique de santé aux différents échelons territoriaux locaux, nationaux et internationaux ; démocratie sanitaire.

Principale notion : Démocratie sanitaire, gouvernance

Capacité exigible : Illustrer la place de la personne dans le système de santé, le système de soins

Ces ressources peuvent faire l'objet d'un travail visant à mesurer la place des associations de patients dans le processus de démocratie sanitaire.

3.2. ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ÉTABLISSEMENTS DE SOINS



Haute Autorité de Santé. [Clinique Rhena Association](#). 23 juin 2022

Note de consultation : Cette page présente un établissement de santé de statut associatif : son secteur d'activité, les indicateurs de la démarche qualité et le niveau de certification de l'établissement décidé par la Haute Autorité de Santé.



[IPC](#) (Centre d'Examens de Santé conventionné par l'Assurance Maladie).

Note de consultation : Ce site présente un centre de santé associatif conventionné par l'Assurance Maladie : historique, statuts, activités, philosophie d'intervention.



Secours Catholique. [Fraté ! Podcast](#).

Note d'écoute : Ce podcast est une fiction audio proposée par le Secours Catholique. En effet, ce podcast raconte la vie fraternelle et mouvementée d'un accueil de jour. Afin d'écrire les scénarios, les écrivains étaient en immersion dans différents lieux d'accueil du Secours Catholique pendant quelques jours. Chaque épisode dure 15 minutes.

Exploitations pédagogiques envisageables

Terminale ST2S – Pôle thématique

Module « Politiques, dispositifs de santé publique et d'action sociale » : Quelles politiques et quels dispositifs de santé publique pour répondre aux besoins de santé ?

Contenu : Du système de santé au système de soins : Système de soins : diversité et complémentarité des acteurs.

Principales notions : Offre de soins, système de soins

Capacité exigible : Montrer la complémentarité des différentes composantes du système de soins sur un territoire

Ces ressources illustrent la diversité des structures de soins et la complémentarité entre structures publiques et structures privées.

3.3. ASSOCIATIONS HUMANITAIRES



Médecins sans frontières. [\[Podcast\] Reconstruction\(s\)](#).

Note d'écoute : Ce podcast de 9 épisodes, réalisé par Médecins Sans Frontières, est une immersion dans le quotidien des personnes qui souffrent de troubles mentaux et d'épilepsie. On y retrouve les témoignages de leurs proches et de leurs soignants. Le podcast est réalisé à trois endroits différents : à Marseille auprès des mineurs non accompagnés, à Bagdad auprès des patients de centre de rééducation de la ville et au Liberia auprès des adolescents souffrant d'épilepsie.



Médecins sans frontières. [Médecins Sans Frontières : qui sommes-nous ?](#) YouTube, juillet 2021, 9'29.

Résumé : « Médecins sans Frontières est une association médicale humanitaire internationale. Nous existons depuis 1971, grâce à l'initiative d'un groupe de médecins et de journalistes, désireux de déployer des secours médicaux d'urgence partout dans le monde et d'interpeller l'opinion publique. Depuis, à travers le monde, nos équipes apportent une assistance à des populations dont la vie ou la santé sont menacées, qui traversent une crise ou sont exclues de l'accès aux soins. Dans les conflits, les interventions de MSF sont guidées par les principes d'impartialité et de neutralité : elle distribue ses secours sans discrimination en portant la priorité vers les personnes les plus immédiatement en danger et elle ne prend pas parti pour l'un des belligérants. MSF revendique une indépendance d'esprit que favorise son autonomie financière, la quasi-totalité de son budget étant assuré par la générosité de millions de donateurs privés à travers le monde. MSF communique publiquement pour témoigner du sort des populations auprès desquelles elle intervient, alerter sur la gravité d'une situation ou mobiliser des secours. »



Croix Rouge française. [La saison 3 du podcast « Clichés » détricote le droit humanitaire](#). 23 février 2023.

Résumé : Cette série de podcast comporte trois saisons. Elle est consacrée au droit international humanitaire. Elle explique ce sujet d'une manière simple. Elle fait entendre la voix de celles et ceux qui œuvrent et veillent au respect du droit international humanitaire.

 Médecins du Monde. [La voix est libre.](#)

Résumé : 10 épisodes qui racontent 10 événements marquants de l'association et permettent d'en retracer l'histoire.

 ATD Quart Monde France. [ATD Quart Monde expliqué en 2 minutes.](#) YouTube, juillet 2022, 1'59.

Résumé : Cette vidéo présente les engagements d'ATD Quart Monde.

22

Exploitation pédagogique envisageable

Seconde générale et technologique - Enseignement optionnel de santé et social

Thème : Action humanitaire

Questionnements :

- Quelle aide humanitaire, en direction de quelle population à l'échelle des territoires ?
- Quelle assistance alimentaire ?

Exemples de connaissances, de pratiques et de domaines associés en STSS : Caractéristiques sanitaires et sociales des populations ; Actions préventives, curatives et correctrices

Ces ressources permettent de construire des activités proposant des contextes permettant d'induire un questionnement et un travail sur leurs représentations en lien avec l'humanitaire.

4. LES ASSOCIATIONS D'ACTION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE

L'action sociale et médico-sociale s'inscrit dans le cadre de la politique publique interministérielle visant la lutte contre l'exclusion et la cohésion sociale. La multiplicité des modalités d'intervention dans ces domaines est un héritage historique. L'Etat s'appuie sur le secteur associatif pour mener sa politique (par délégation de mission de service public, par conventionnements, accréditations et subventionnements).

4.1. APPROCHE GLOBALE



GAJAC Olivier [Les associations d'action sociale et les publics vulnérables : de la déviance à une altérité aux compromis institutionnels.](#) *Sciences et actions sociale*, 2018, n°10, décembre 2018, pp. 73-93.

Résumé : « Cet article se concentre sur la dimension politique de trois modèles de gestion associative. Nous proposons de saisir leur caractère politique sous le prisme de la contestation interne et externe des compromis institutionnels. Quand certains auteurs défendent l'idée que le mouvement associatif est en capacité de se légitimer à travers une contestation interne des compromis institutionnels, le recours aux modes d'adaptation de Robert K. Merton permet de saisir la dimension politique de la déviance envers les publics laissés-pour-compte des dispositifs publics. À l'opposé, l'altérité d'un mouvement associatif comme une critique externe aux compromis institutionnels semble élargir les normes de l'intervention sociale mais aussi, renforcer la croyance en ce modèle et la poursuite de son projet face aux sans-voix. »

 Radio France [Le journal des associations](#) Podcast.

Résumé : Ce journal est quotidien et dure 1 à 2 minutes. Il met en valeur le travail associatif culturel ou social dans toutes les régions.



AMAVI Messanh [Professionnalisation d'un établissement du social et du médico-social : une monographie après la loi n°02-2002 du 02 janvier 2002](#). Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, janvier 2022.

Résumé : « Cette recherche qualitative est une monographie de la professionnalisation d'un établissement du champ du social et médico-social en France après la loi n° 2002-02 du 02 janvier 2002. Notre constat part de ce que les ressources humaines des structures du champ sont constituées de femmes et d'hommes avec ou sans formation initiale en sciences sociales. Le secteur lui-même est corseté d'injonctions contradictoires en période de crises financières, économiques et sociales que traverse la France. Notre problématique est de savoir pourquoi un ensemble composé d'une organisation particulière, aux injonctions contradictoires, d'individus d'horizons divers, aux formations et aux niveaux de formations variés, parvient-il à fonctionner et même à transcender les instants de tension ? Notre question de recherche est : quelles professionnalités sociales, éducatives, et pédagogiques font évoluer « l'association » -notre terrain de recherche- après la loi n° 2002-02 du 02 janvier 2002 ? Pour cette recherche, nous posons trois hypothèses de professionnalisation de « l'association ». D'abord, la professionnalisation se produit par visée de production de sens et par apprentissage informel des salariés de leurs pratiques. Ensuite, le partage de valeurs, de comportements, de croyances et du paradigme institutionnel par les acteurs fait professionnalisation. Enfin, pour ces transformations -en cours-, l'institution utilise les voies et objets de la pédagogie de l'éducation et de la formation. »



ALCOLEA Anne-Marie, BALDELLI Brigitte, GILBRET Yves. [La gouvernance associative : vers une transformation démocratique de l'intervention sociale ?](#) Sciences et actions sociales, 2016, 29 avril 2016.

Extrait : « À l'heure où se développent des logiques économiques et financières des associations et des contraintes de gestion et d'évaluation, une première question peut porter sur ce qui diffère (encore) fondamentalement entre une organisation industrielle (ou entrepreneuriale) et une association gestionnaire d'établissements sociaux ou médico-sociaux. »

Exploitation pédagogique envisageable

BTS ESF

Bloc de compétences 5 : Participer à la dynamique institutionnelle et partenariale

Compétence C5.1 : Respecter les logiques institutionnelles et les stratégies organisationnelles

Savoirs associés : Les associations

Ces documents permettent de construire des activités destinées à mettre en relation les caractéristiques des institutions avec les politiques sociales dans lesquelles elles s'inscrivent ; à prendre en compte les obligations et contraintes liées au secteur associatif.

4.2. ASSOCIATIONS D'AIDE ALIMENTAIRE ET DE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS



DREES. [Aide alimentaire : une hausse prononcée des volumes distribués par les associations en 2020.](#)

Communiqué de presse, 26/07/2021.

Résumé : « La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et l'Institut national de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee) publient de tout premiers résultats provisoires d'un dispositif de suivi de l'aide alimentaire en France mis en place début 2021. »

Note de consultation : La DRESS met à disposition les données statistiques brutes et mises en forme ainsi que les analyses portant sur les volumes distribués par les associations, les inscriptions observées, les caractéristiques des publics accueillis. Ces éléments sont issus de 6 associations nationales (Croix-Rouge française, Restaurants du cœur, Secours Catholique, Secours Populaire français, Association Nationale de Développement des Epicerie Solidaires ou ANDES, Fédération française des banques alimentaires).



Secours Catholique. [Les experts, le podcast.](#)

Résumé : « Le podcast Les experts propose un décryptage de la pauvreté ce celles et ceux qui la vivent. Dans la saison 1 « Budget de crise », quatre « expertes » de comptes très serrés témoignent de leurs difficultés à se nourrir, se chauffer, se déplacer [...]. »



Emmaüs. [L'appât du don.](#) 24 mai 2023.

Résumé : Cette série de podcast présente les innovations sociales mises en place pour lutter contre la précarité et l'exclusion. On peut y écouter les bénévoles, les personnes accompagnées et les responsables.



BRODIEZ-DOLINO Axelle. [Les trois âges du conflit associatif. Emmaüs et les associations de solidarité française depuis 1945.](#) La vie des idées, Collège de France, 22 novembre 2011.

Résumé : L'article analyse l'association Emmaüs (son organisation en branches, son développement en structures autonomes, sa philosophie, les modes de résolution des conflits, la triple culture, son éthique).



France bleu. [Les Restos du cœur. L'association du jour,](#) 21 juin 2022, 6'.

Note d'écoute : Présentation de l'association et de ses modes d'intervention en itinérance dans le Vaucluse.



Le souffle du Nord. [WEB SÉRIE #51 : ABEJ RESSOURCERIE.](#) YouTube, 2'50

Résumé : « ABEJ Solidarité agit pour permettre aux personnes les plus exclues de retrouver leur place au sein de notre société. Parmi toutes les actions qu'elle mène (maraudes, centres d'accueil de jour et de nuit, centres de santé agréés, centres d'hébergement, service d'accompagnement au logement, ateliers

d'insertion, structures de soins et médico-sociales, etc.), il y a la Ressourcerie à Lille : un atelier chantier d'insertion qui lutte contre l'exclusion à travers la revalorisation d'objets.

Découvrez cette initiative éco-responsable qui permet de remettre à l'emploi des jeunes de 18 à 25 ans. »

Exploitation pédagogique envisageable

Première ST2S – Pôle thématique

Module « Modes d'intervention sociale et en santé » : Quelles interventions pour agir sur les problèmes sociaux ?

Contenu : L'intervention sociale : Pluralité des modes d'intervention ; Diversité des acteurs

Principales notions : Intervention sociale

Capacités exigibles : Caractériser les modes d'intervention sociale ; présenter le rôle des différents acteurs dans une intervention sociale.

Ces ressources illustrent la diversité des modalités d'intervention sociale et le rôle des structures associatives en matière de lutte contre toutes les formes de précarité.

4.3. ASSOCIATIONS OEUVRANT POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LA FAMILLE



Apprentis d'Auteuil. [Dans les voix de.](#)

Résumé : Ce podcast comporte 4 épisodes qui immerge dans le quotidien des jeunes et des équipes d'Apprentis d'Auteuil.



Observatoire National de l'Enfance en Danger (Oned). [Département 74 « SEMOH- A.RETIS »](#)
[Présentation de l'action.](#) Avril 2010, 8 p.

Note de consultation : Ce document présente les modalités d'intervention d'une association intervenant en Haute Savoie sur un dispositif intégré de protection de l'enfance regroupant sept services : un relais parental, trois services d'AEMO avec hébergement, un service d'accueil multifamilial, un service de placement familial, un service de tiers dignes de confiance. L'idée étant de prévoir pour les enfants et parents une offre de service plurielle, avec plusieurs portes d'entrée possibles.



La gazette des communes. [Les associations dans le champ de la protection de l'enfance.](#) Juin 2011.

Note de consultation : La fiche s'intéresse aux associations intervenant dans le champ de la protection de l'enfance qu'elles soient gestionnaires, qu'elles représentent les usagers et les institutions ou militantes au niveau national, départemental ou local.

Exploitation pédagogique envisageable

Diplôme d'Etat Conseiller en Economie Sociale Familiale

Domaine de formation 4 : Dynamiques interinstitutionnelles, partenariales et réseau

Compétence C4.4 : S'inscrire dans un travail d'équipe en interne, pluriprofessionnel, pluri-institutionnel organisationnelles

Unité de formation : Les politiques sociales, organisation et mise en œuvre

Contenus de formation : Protection de l'enfance

Ces ressources permettent de construire des activités permettant aux étudiants d'appréhender les partenaires professionnels possibles à partir du moment où ils envisagent une intervention auprès des familles, enfants ou jeunes majeurs.

26

4.4. ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE CHAMP DU HANDICAP



CLAVERANNE JP., CRET B., JAUBERT G., PIOVESAN D., ROBELET M. [L'invention de la grande association gestionnaire dans le secteur du handicap](#). Programme de recherche « Le Handicap, un nouvel enjeu de Santé Publique », avril 2021, 219 p.

Note de consultation : Ce rapport, disponible sur le site de la CNSA, émane d'un laboratoire de recherche de l'IFROSS (Institut de Formation et de Recherche sur les Organisations Sanitaires et Médico-Sociales de l'université Lyon). Il porte sur l'étude du secteur du handicap et de ses associations dont le budget avoisine les 30 milliards au plan national.

Extrait : « Ce secteur connaît et va connaître dans les années à venir de profondes mutations qui vont se traduire par de nombreuses restructurations tant au plan économique qu'au plan des pratiques. En étudiant la gouvernance, d'un point de vue pluridisciplinaire, croisant les regards de la sociologie, de l'histoire et de la gestion, mais soutenu par un corpus croisé de méthodes qualitatives, d'analyse des archives, d'entretiens et de consolidation de résultats de recherche intervention, cette étude permet de revisiter la gouvernance associative, trop souvent analysée du seul point de vue de la théorie de l'agence assimilant de façon réductrice et fictionnelle les conseils d'administration des associations aux représentants des actionnaires. »



CRET Benoît, JAUBERT Guillaume. [Les associations gestionnaires du handicap sont-elles démocratiques ? Leur gouvernance entre participation et contrôle](#). *Sciences & Actions Sociales*, 2016/2, N° 4, pp. 51-67.

Résumé : « Quel est l'impact de la gouvernance des associations gestionnaires sur le principe démocratique associatif ? L'article se base sur deux monographies longitudinales d'associations gestionnaires du secteur médico-social et montre que leur gouvernance repose à leur création sur l'exclusion d'un principe démocratique idéalisé et instrumentalisé, puis que l'activation de ce principe repose sur l'exclusion des

militants bénévoles. Ces derniers verrouillent le fonctionnement démocratique des associations et construisent leur positionnement économique (1945-1980). La clarification du fonctionnement des instances est le fruit du travail des dirigeants salariés (1980-2010). »



CAUPENA Alain. [Une association de parents en quête des droits de leurs enfants handicapés](#). *Empan*, 2006/4, n°64, pp. 113-118.

Note de lecture : L'article met en évidence le rôle des parents en matière de prise en charge et de représentation des enfants en situation de handicap. Il traite des liens entre les professionnels et les parents et représentants de parents.



CRET Benoit, ROBELET Magali, JAUBERT Guillaume. [La \(dé\)construction politique des associations gestionnaires d'établissements](#). *Terrains & travaux*, 2013/2, n°23, pp. 39-58.

Résumé : « En s'appuyant sur les cas d'études de l'OVE (Œuvre des Villages d'Enfants) et de l'ADAPEI (Association des Parents d'Enfants Handicapés Mentaux) entre 1945 et 2012 dans le département du Rhône, cet article met en avant le déploiement de jeux de pouvoir internes entre les centres bénévoles et salariés, les directions générales, les présidences, les bureaux, les conseils d'administration, les directeurs et les personnels d'établissements d'accueil pour expliquer la dépolitisation des revendications des associations gestionnaires d'équipements pour personnes handicapées. La reconfiguration des relations de pouvoir se traduit par le découplage volontaire et fonctionnel des associations vis-à-vis de leur base historique, bénévole et militante. »

4.5. ASSOCIATIONS D'AIDES À DOMICILE ET DE PRISE EN CHARGE DU GRAND ÂGE



Recherches & Solidarités. [17 mars 2023 : 1ère journée des aides à domicile – Les chiffres de l'emploi](#). Mars 2023, 4 p.

Note de lecture : Les données présentées concernent le secteur de l'aide à domicile privé (associatif et lucratif), hors secteur public. Elles indiquent le nombre de salariés du régime général travaillant dans l'aide à domicile, apportant une aide quotidienne aux personnes les plus fragiles, leur permettant souvent de continuer à vivre chez elles. Elles précisent l'importance du statut associatif dans ce secteur et les évolutions depuis 2019.



MOREL Annie. [L'ADMR, un acteur incontournable du milieu rural](#). *Pour*, 2009/2, N° 201, pp. 120-124.

Note de lecture : L'article présente l'association ADMR (ses valeurs, l'offre de service et sa démarche).

Exploitation pédagogique envisageable

BTS SP3S

Bloc de compétences 3 : Contribuer à la mise en œuvre de la politique de la structure sur le territoire en vue de concevoir des réponses adaptées aux enjeux de société

Compétence C.3.3 : Participer à la mise en place de réponses adaptées à un type de public

Savoirs associés : établissements sanitaires, sociaux, médico-sociaux et réseaux ; contexte et données socio-démographiques ; Analyse de la demande et du besoin des publics, relation entre offre et demande

Ces deux documents permettent de travailler le lien entre besoins identifiés et offres de services et de prestations.

28



BONVARLET Soizic. [Fin de vie : la mission d'évaluation auditionne des associations aux points de vue opposés sur l'aide active à mourir](#). LCP Assemblée nationale, 27 mars 2023.

Note de consultation : L'article présente la mission d'évaluation de l'Assemblée nationale sur la loi "Claeys-Leonetti" avec l'audition, des associations aux antipodes l'une de l'autre : l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, qui milite depuis 1980 pour une aide active à mourir, et l'Alliance Vita, qui y est opposée.

4.6. MILIEU RURAL, MILIEU URBAIN ET LIEN SOCIAL



HORGUES-DEBAT Jean. [Le rôle des associations pour le développement des services à la population en milieu rural](#). *Pour*, 2009/2, N°201, pp. 149-153.

Note de consultation : L'article traite du rôle essentiel des associations sur les territoires en matière de diagnostic, coordination et information, innovation et mutualisation. Il présente leur rôle pour le développement des services à la population, de la participation citoyenne, de mise en réseau et capitalisation et pour le développement de nouveaux modes de vivre ensemble.



MALET Jacques. [Les associations, source de vitalité du milieu rural ?](#) *Pour*, 2009/2, N°201, pp. 97-102.

Note de lecture : L'article interroge le rôle et la place du secteur associatif en milieu rural notamment en termes de cohésion sociale et d'emploi.



BONTRON Jean-Claude. [Transformations du monde rural et champ du travail associatif](#). *Pour*, 2009/2, N°201, pp. 43-49.

Note de lecture : L'article traite du milieu rural dans lequel œuvrent les associations. Celui-ci a évolué ce qui implique des attentes et de nouvelles questions. L'article présente les nouvelles valeurs d'usage social des territoires ruraux, les diversités grandissantes et les conséquences pour le champ associatif.



APPERE. DE SOUSA Amélie [La pauvreté en milieu rural](#). *Pour*, 2010/2-3, N°205-206, pp. 7-11.

Résumé : « Dix associations et têtes de réseau (Fnars, Centres sociaux, Comité national de liaison des régies de quartier, Habitat et développement, Familles rurales, Civam, CCMSA, Solidarité paysans, Pact et Chantier école) se sont réunies pour partager leurs constats et leurs réponses en matière de lutte contre la pauvreté en milieu rural. »



BLASQUIET-REVOL Hélène, GUILLOT Marion, CHERCHELAY Julie, QUERNET Charlotte, VALLEIX Marianne. [Ces retraités qui participent à la dynamique locale en milieu rural](#). *Pour*, 2018/1, N°233, pp. 71-79.

Note de lecture : L'article porte sur une enquête menée auprès de retraités impliqués dans la mise en œuvre d'initiatives majoritairement au sein d'associations. Ces derniers sont fréquemment adhérents à plusieurs associations, avec plus ou moins de responsabilités. Ils sont ainsi présents sur les territoires lors des diverses manifestations et événements qui s'y déroulent.



Profession Banlieue. [Associations & politique de la ville. Evolutions et contraintes du monde associatif dans les quartiers populaires](#). Synthèse des ateliers des 26 avril et 24 mai 2022, Les ateliers de profession banlieue, novembre 2022, 12 p.

Note de consultation : Ce rapport est la synthèse de deux ateliers menés dans le contexte d'évaluation des contrats de ville et destinés à appréhender et comprendre l'évolution et les contraintes du monde associatif dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Il s'articule autour de trois questions : Comment le rapport contractuel et partenarial entre pouvoirs publics et associations a-t-il évolué au prisme de la politique de la ville ? Comment la situation se présente-t-elle aujourd'hui ? Quelles préconisations se dégagent ?